



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;  
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;  
Ahmed El Khannouss, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;  
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloifi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendael, *Conseillers communaux* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Sarah Turine, Patricia Vande Maele, *Échevin(e)s* ;  
Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Roland Vandenhove, Hicham Chakir, *Conseillers communaux*.

**Séance du 21.02.18**

---

**#Objet : Secrétariat communal - Motion relative à la privatisation de la banque Belfius.#**

---

Séance publique

**Organisation générale**

LE CONSEIL,

**Contexte**

En 2011, à la suite de la crise financière qui avait vu la quasi faillite du groupe Dexia, l'État belge a racheté pour 4 milliards d'euros Dexia Banque Belgique la composante belge du groupe, rebaptisée quelques mois plus tard, « *Belfius* ».

Dans le même temps, l'Etat fédéral a apporté une garantie très importante à *Dexia sa*, la structure de défaisance chargée de gérer le passif du groupe pendant des dizaines d'années.

Le groupe Dexia provenait de la fusion en 1996 du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France, deux banques spécialisées dans le financement des collectivités, ainsi que de l'intégration au sein du groupe en 2001 de Bacob-Artesia, une banque coopérative.

Du fait de cette origine, Dexia Banque Belgique était à la fois spécialiste du financement des collectivités publiques locales et du secteur social. Belfius joue encore aujourd'hui un rôle majeur de financement de l'économie belge, par son réseau d'agences, restant l'un des quatre grandes banques que compte notre pays.

Aujourd'hui encore, Belfius dédie un tiers de son portefeuille de crédits (qui s'élève à environ 90 milliards d'euros) au secteur public et social, principalement des communes.

La cause des problèmes financiers de Dexia est à trouver non pas dans ces activités spécifiques développées en Belgique, qui ont toujours été « profitables », mais dans une volonté non-maîtrisée d'expansion internationale et par la prise de risques financiers inconsidérés.

Grâce à son fort ancrage belge, grâce au soutien de son actionnaire, l'Etat fédéral, et donc de tous les contribuables, grâce aux sacrifices assumés par les travailleurs de la Banque et au maintien de la plupart de ses relations commerciales antérieures à la crise, Belfius est aujourd'hui redevenue une banque solide et générant un dividende annuel important, reversé à l'État fédéral.

Dès son entrée en fonction, le Ministre fédéral des Finances, Johan Van Overtveldt a fait part de sa volonté de privatiser Belfius. En juillet 2017, le gouvernement fédéral a pris, sans aucun débat public préalable, la décision de privatiser Belfius, par une introduction en bourse d'une partie de son capital. Cette opération est en cours de préparation, avec pour objectif annoncé d'une concrétisation pour juin 2018.

La présente motion suivante est une initiative de la plate-forme « Belfius est à nous », soutenue par plus de 30 organisations, ONG et syndicats. Cette dernière a été créée pour impulser un débat public sur l'avenir de Belfius, organiser la contestation contre la privatisation de la banque et démontrer l'intérêt d'une banque publique pour la population de Belgique.

Considérant que:

A. *Belfius*, ex-Dexia Banque Belgique, a été rachetée par l'État belge pour 4 milliards d'euros, que la banque de défaisance *Dexia sa* a fait l'objet de deux recapitalisations successives par l'État belge, survenues en 2008 (2 milliards d'euros) et en 2012 (2,9 milliards d'euros), et qu'elle bénéficie de 35 milliards d'euros de garanties accordées par l'État belge ;

B. *Belfius* a rapporté 215 millions d'euros de dividendes à l'État belge en 2016, et que le gouvernement prévoyait une recette de 309 millions de dividendes pour 2017 ; que cette situation bénéficiaire n'a pas empêché la suppression, de 2012 à 2016, de 670 emplois et une baisse salariale de 5%;

C. le secteur bancaire belge est dominé par des banques étrangères qui déplacent les dividendes générés par les activités belges vers les maisons mères et des actionnaires étrangers, au lieu de les réinvestir dans l'économie locale et d'oeuvrer à la préservation de l'emploi (voir BNP Paribas et ING, notamment) ;

D. *Belfius* est une des quatre banques les plus importantes en Belgique, et actuellement la seule banque totalement publique ;

E. beaucoup de pays voisins ont un secteur bancaire public fort sans que cela ne pose question (notamment : l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse) ; qui joue, au contraire, un rôle économique majeur, notamment par rapport aux défis énergétiques futurs et au financement de l'économie locale;

F. une banque publique a un effet stabilisateur en période de crise, comme cela a été mis en évidence en Allemagne après 2008 ;

G. un actionnaire public pourrait garantir un service de base, accessible à tous les usagers ;

H. au contraire, une ouverture du capital et une entrée en bourse pourraient :

- conduire *Belfius* à être gérée de manière à satisfaire les intérêts des actionnaires privés (les banques internationales chargées de la mise en bourse de Belfius cherchant à attirer préférentiellement un actionnariat international à la recherche d'un placement rentable), plutôt que les intérêts publics ;

- conduire *Belfius* à être guidée par des objectifs de bénéfices de court terme, au détriment de sa stabilité à long terme et du financement des collectivités locales, du secteur associatif et de l'économie locale, tombant par là dans les mêmes travers que ceux qui ont conduit Dexia à la faillite

- remettre en question l'attractivité, notamment en termes de taux et de durée, des crédits accordés par *Belfius* aux pouvoirs locaux et au secteur non marchand, si bien que certains projets d'investissement locaux ne pourraient plus être financés ;

I. il y a un intérêt stratégique à garder *Belfius* aux mains des pouvoirs publics, tels que d'autres pays, comme l'Allemagne, l'ont fait avec des structures bancaires comparables, les transformant de véritables banques de développement, dont la prestation garantie de services stratégiques à l'économie interne, tel que l'octroi de crédits aux pouvoirs publics, au secteur associatif et aux PME, joue un rôle essentiel pour préparer le futur ;

J. en cas de privatisation, les autorités perdraient le contrôle d'un partenaire financier unique dans son rôle de financement des investissements publics ;

K. *Belfius* est la plus importante pourvoyeuse de crédit au secteur public en Belgique, et se décrit elle-même comme le bancassureur disposant du meilleur ancrage local ;

L. la décision du gouvernement de procéder à une privatisation partielle de *Belfius* a été prise sans débat public sur le rôle et le futur de la banque ;

M. avec un portefeuille de crédits de plus de 90 milliards, *Belfius* a le potentiel pour être un acteur de premier plan dans le financement de projets utiles à la population : énergies renouvelables, écoles, hôpitaux,

soutien à l'économie locale, etc. ;  
 N. une privatisation mettrait en péril ce potentiel ;

Le Conseil Communal de Molenbeek-Saint-Jean demande au gouvernement fédéral de :

- revenir sur sa décision de privatisation partielle de *Belfius* et de maintenir *Belfius* complètement dans le domaine public.
- organiser un débat public sur l'avenir de *Belfius* en tant que banque publique, et sur la gestion de celle-ci.
- doter *Belfius* d'objectifs d'avenir ambitieux favorisant l'accessibilité de tou.te.s les citoyen.ne.s et de toutes les entreprises, petites et grandes, à un service bancaire universel
- assurer, via *Belfius*, le service financier et le financement des collectivités locales, du secteur associatif, des acteurs de l'économie réelle et des objectifs en matière climatique et énergétique de la Belgique

31 votants : 22 votes positifs, 6 votes négatifs, 3 abstentions.

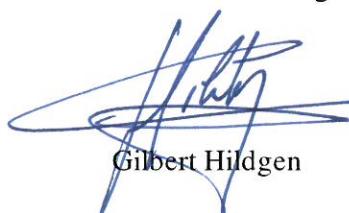
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire Communal,  
 (s) Jacques De Winne

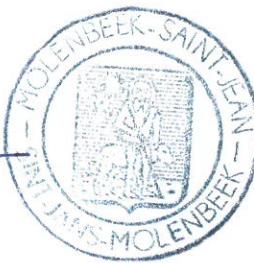
Le Président du Conseil,  
 (s) Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME  
 MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 22 février 2018

Pour le Secrétaire communal,  
 Le Fonctionnaire délégué,



Gilbert Hildgen



La Bourgmestre,  


Françoise Schepmans



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK****Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad****Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;  
Ahmed El Khannouss, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;  
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendael, *Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Sarah Turine, Patricia Vande Maele, *Schepenen* ;  
Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Khadija El Hajjaji, Olivia PTito, Gerardine Bastin, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Roland Vandenhove, Hicham Chakir, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 21.02.18****#Onderwerp : Gemeentelijk secretariaat - Motie betreffende de privatisering van Belfius Bank.#**

Openbare zitting

**Algemene organisatie**

DE RAAD,

**Context**

Naar aanleiding van de financiële crisis in 2011 die bijna tot het faillissement van de Dexia-groep heeft geleid, heeft de Belgische staat voor 4 miljard euro Dexia Bank België, de Belgische component van de groep, overgekocht, die enkele maanden later tot "Belfius" werd herdoopt.

Tenzelfdertijd heeft de Federale Staat *Dexia nv* een zeer grote waarborg gegeven, de liquidatie-instelling belast met het beheer van de passiva van de groep gedurende tientallen jaren.

De Dexia-groep was het resultaat van de fusie in 1996 van het Gemeentekrediet van België en Crédit local de France. Beide banken waren gespecialiseerd in de financiering van collectiviteiten. In 2001 werd de Bacop-Artesia, een coöperatieve bank, in de groep geïntegreerd.

Omwille van deze oorsprong, was Dexia Bank België tegelijk specialist in de financiering van lokale overheden en de sociale sector. Belfius speelt vandaag nog steeds een belangrijke rol in de financiering van de Belgische economie via zijn netwerk van agentschappen en blijft één van de vier grote banken in ons land.

Vandaag besteedt Belfius een derde van zijn kredietenportefeuille (die ongeveer 90 miljard euro bedraagt) aan de openbare en sociale sector, voornamelijk gemeenten.

De oorzaak van de financiële problemen van Dexia ligt niet bij deze specifieke activiteiten in België, die steeds "winstgevend" zijn geweest, maar bij de onbeteugelde internationale expansiedrang en het nemen van onbezonnен financiële risico's.

Dankzij de sterke Belgische verankering en de steun van zijn aandeelhouder, de Federale Staat, en dus van alle belastingplichtigen; dankzij de opofferingen van de medewerkers van de bank en het behoud van het merendeel van de commerciële relaties van vóór de crisis, is Belfius vandaag opnieuw een sterke bank

geworden die jaarlijks een groot dividend genereert, dat aan de federale staat wordt teruggestort. Zodra hij in functie is getreden, heeft Federaal Minister van Financiën, Johan Van Overtveldt, duidelijk gemaakt dat hij Belfius wilde privatiseren. In juli 2017 heeft de federale regering, zonder enig voorafgaand openbaar debat, de beslissing genomen om Belfius te privatiseren door een deel van haar kapitaal op de beurs te introduceren. Deze operatie wordt momenteel voorbereid met als doelstelling een aangekondigde concretisering in juni 2018.

Deze motie is een initiatief van het platform “Belfius is van ons”, dat door meer dan 30 organisaties, ngo's en vakbonden ondersteund wordt. Het platform werd opgericht om een publiek debat over de toekomst van Belfius op te starten, de betwisting van de privatisering van de bank te organiseren en het belang van een overheidsbank voor de Belgische bevolking aan te tonen.

#### Overwegende dat:

A. *Belfius*, vroeger Dexia Bank België, voor 4 miljard euro werd overgekocht door de Belgische Staat; dat de liquidatiebank *Dexia* nv het voorwerp heeft uitgemaakt van twee opeenvolgende herkapitalisaties door de Belgische staat in 2008 (2 miljard euro) en in 2012 (2,9 miljard euro), en dat ze 35 miljard euro geniet aan door de Belgische staat toegekende waarborgen;

B. *Belfius* de Belgische staat in 2016 215 miljoen euro aan dividenden heeft opgebracht en dat de regering een ontvangst van 309 miljoen euro aan dividenden voor 2017 voorzag; dat deze winstgevende situatie de bank er niet van heeft weerhouden van 2012 tot 2016 670 banen te schrappen en een loonvermindering van 5% door te voeren;

C. de Belgische banksector gedomineerd wordt door buitenlandse banken die de dividenden van de Belgische activiteiten naar de hoofdzetel en de buitenlandse aandeelhouders doorsluizen in plaats van deze opnieuw in de lokale economie te investeren en bij te dragen tot het behoud van de werkgelegenheid (zie BNP Paribas en ING);

D. *Belfius* één van de vier grootste Belgische banken en momenteel de enige volledige overheidsbank is;

E. veel buurlanden een sterkere openbare banksector hebben zonder dat dit in vraag wordt gesteld (zoals Duitsland, Luxemburg en Zwitserland); dat deze bank integendeel een grote economische rol speelt met name ten opzichte van toekomstige energetische uitdagingen en de financiering van de lokale economie;

F. een overheidsbank een stabiliserend effect tijdens crisisperiodes heeft, zoals in Duitsland na 2008 werd bewezen;

G. een overheidsaandeelhouder een basisdienst zou kunnen garanderen, die voor iedereen toegankelijk is;

H. een kapitaalopening en een beursgang het integendeel mogelijk zouden maken:

- *Belfius* zo te beheren dat eerder voldaan wordt aan de belangen van de private aandeelhouders (de internationale banken belast met de beursgang van Belfius die bij voorkeur een internationaal aandeelhouderschap willen aantrekken dat naar winstgevende investeringen zoekt) dan aan openbare belangen;

- *Belfius ertoet te brengen kortetermijnwinst na te streven ten nadele van haar stabiliteit op lange termijn en de financiering van lokale collectiviteiten, de verenigingssector en de lokale economie, en op die manier in dezelfde hinderlaag als Dexia zou lopen*

- de aantrekkingskracht in vraag te stellen, met name inzake de interesses en de duur van de door *Belfius* aan de lokale overheden en aan de non-profitsector toegekende kredieten, in die mate dat bepaalde lokale investeringsprojecten niet meer gefinancierd zouden kunnen worden;

I. er een strategisch belang is om *Belfius* in de handen van de overheden te houden zoals andere landen, met name Duitsland, dit met vergelijkbare bankstructuren gedaan hebben, die deze hebben omgevormd tot echte ontwikkelingsbanken, waarvan de gepresteerde waarborg van strategische diensten voor de interne economie, zoals de toekenning van kredieten aan overheden, de verenigingssector en kmo's, een essentiële rol speelt om de toekomst voor te bereiden;

J. in geval van privatisering, de overheden de controle over een financiële partner zouden verliezen die uniek is in zijn financieringsrol van de openbare investeringen;

K. *Belfius* de belangrijkste kredietverstrekker aan de publieke sector is in België en zichzelf omschrijft als de

bank-verzekeraar met de beste lokale verankering;

L. de regeringsbeslissing om over te gaan tot een gedeeltelijke privatisering van *Belfius* zonder openbaar debat over de rol en de toekomst van de bank werd genomen;

M. met een kredietportefeuille van meer dan 90 miljard euro, *Belfius* het potentieel heeft om een hoofdrolspeler te zijn in de financiering van projecten die nuttig zijn voor de bevolking: hernieuwbare energie, scholen, ziekenhuizen, ondersteuning van de lokale economie, enz.;

N. een privatisering dit potentieel in gevaar zou brengen;

Vraagt de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek het volgende aan de Federale Regering:

- terug te komen op de beslissing voor de gedeeltelijke privatisering van *Belfius* en *Belfius* volledig in het openbaar domein te behouden.
- een openbaar debat over de toekomst van *Belfius* als overheidsbank en het beheer ervan te voeren.
- *Belfius* te voorzien van ambitieuze doelstellingen naar de toekomst toe die de toegankelijkheid van een universele dienstverlening voor alle burgers en alle kleine en grote bedrijven aanmoedigen
- via *Belfius* de financiële dienstverlening en de financiering van lokale collectiviteiten, de verenigingssector, de actoren uit de reële economie en de Belgische klimaat- en energiedoelstellingen te garanderen.

31 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

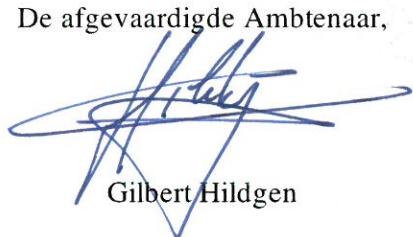
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Jacques De Winne

De Voorzitter van de Raad,  
(g) Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIJFT  
SINT-JANS-MOLENBEEK, 02 maart 2018

Voor de Gemeentesecretaris,  
De afgevaardigde Ambtenaar,



Gilbert Hildgen

De Burgemeester,



Françoise Schepmans



